

Julian Fernandez et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Comment gagner la guerre en Ukraine sans la faire

Les deux spécialistes des relations internationales estiment que, sans s'engager militairement, il reste possible d'apporter une aide décisive aux Ukrainiens, tout en ménageant la voie diplomatique

En décidant d'agresser l'Ukraine et de porter le conflit au cœur de son territoire, Vladimir Poutine s'est mis tout seul dans une situation où il ne lui reste plus qu'à choisir sa défaite : soit négocier en revoyant à la baisse ses ambitions pour ne viser finalement qu'un gain territorial dans le sud-est du pays, soit s'entêter en brutalisant encore davantage la population, voire en faisant déborder le conflit au-delà des frontières ukrainiennes. Plus le temps passe, plus il est évident que la Russie s'embourbe – littéralement –, et plus le risque d'escalade est élevé puisque le maître du Kremlin pourrait être convaincu qu'il s'agit, pour lui, de la seule manière de s'en sortir par le haut. Dans ce contexte, comment aider la résistance ukrainienne tout en évitant une confrontation directe qui pourrait mener à la troisième guerre mondiale ? Comment aider la Russie à perdre sans lui donner le prétexte d'une escalade ? Comment gagner la guerre sans la faire ?

Dans cette zone grise entre la guerre et la paix, entre la belligérance et l'indifférence, la question est de maximiser notre soutien tout en restant en deçà du seuil de l'engagement direct dans le conflit armé. Comment ? En augmentant son coût d'un côté, tout en ménageant une voie de sortie de l'autre.

Premièrement, il faut augmenter la pression non seulement économique mais aussi militaire. Économiquement, les États européens ne devraient pas at-

tendre d'être unis pour décider individuellement d'interdire les importations de pétrole, de gaz et d'énergie russes, comme l'ont déjà fait les États-Unis et le Royaume-Uni. Militairement, la zone d'exclusion aérienne réclamée par certains n'est pas souhaitable, puisqu'elle impliquerait concrètement que des avions atlantistes abattent des avions russes. Mais au moins trois choses semblent opportunes.

Livrer plus d'armes antiaériennes

D'abord, intensifier les livraisons d'armes, en particulier les armes antiaériennes qui sont les plus importantes pour limiter la capacité russe de bombarder les villes. Les dernières semaines ont démontré l'efficacité des systèmes portatifs de défense aérienne (Manpads), dont les redoutables Stinger, et il est important d'en envoyer encore davantage. Cependant, ils ne sont efficaces que contre des cibles à basse altitude. Afin de contraindre les avions russes à voler plus bas, les plaçant ainsi à portée de Manpads, les Ukrainiens ont également besoin de missiles sol-air à moyenne et longue portée. Les deux sont complémentaires et cette combinaison est bien plus efficace qu'une hypothétique livraison de Mig-29 qui présenterait un risque d'escalade sans garantir un gain opérationnel majeur. A ces défenses antiaériennes s'ajoutent d'autres équipements indispensables, comme des lance-missiles antichars portables – dont les fameux

Javelin – et des drones armés, en particulier le Bayraktar TB2 turc, déjà utilisé par les forces ukrainiennes. L'achat et la livraison de davantage de ces systèmes permettraient de ralentir la progression des troupes russes.

Ensuite, livrer des armes ne suffit pas : encore faut-il que les forces ukrainiennes sachent les utiliser. Or, ces forces sont aussi composées de civils n'ayant pas nécessairement reçu de formation militaire préalable. La question se pose essentiellement pour les systèmes portatifs décrits précédemment, qui sont des missiles lancés à l'épaule, désormais très répandus. Dans ces conditions, le soutien à la résistance ukrainienne passe par la formation de certaines de leurs unités. Il demeure ici nombre de possibilités, surtout si des opérateurs ukrainiens sont encore en mesure de se rendre quelques jours à l'étranger. Il serait, en revanche, risqué de dépêcher sur place des instructeurs. Pour ne pas devenir belligérant, l'État ne doit pas non plus sembler « envoyer » des bandes ou des groupes

armés combattre en Ukraine ou leur permettre de le faire « en son nom », au sens du droit international.

Enfin, le partage de renseignements humains et électroniques et le soutien à la société civile menant des cyberattaques sont d'autres mesures dont on peut supposer qu'elles sont déjà prises, mais qui pourraient sans doute être renforcées. De très nombreux pirates informatiques, partout dans le monde, visent désormais des administrations et des infrastructures russes. Le collectif Anonymous a ainsi volé et publié plusieurs bases de données importantes qui peuvent ensuite servir à des opérations plus ciblées. Ces initiatives non étatiques seraient toutefois plus efficaces si elles étaient correctement orientées vers les cibles les plus pertinentes.

Le précédent Khrouchtchev

Par ailleurs, dans ce qui est aussi une guerre informationnelle, des États tiers peuvent fournir des informations et des images permettant de contrer la désinformation russe, non seulement en Ukraine et en Europe, mais aussi et surtout en Russie. L'objectif est de fragiliser autant que possible le soutien « arrière » du régime, d'atteindre la population russe dont l'accès à une information indépendante a été drastiquement réduit. Différents moyens peuvent être envisagés pour contourner la censure, dont des radios à ondes courtes et le piratage des chaînes de télévision et des opérateurs de téléphonie mobile.

L'ensemble de ces mesures, et d'autres qui seraient plus ou moins assumées, permettraient de renforcer la partie ukrainienne tout en restant sous le seuil de la cobelligérance. Augmenter la résistance, donc le coût de l'invasion pour Poutine, pourrait le pousser à négocier mais aussi à se lancer dans une escalade. L'équilibre

est donc fragile, surtout dans une relation où les codes et les règles sont à réinventer. Le président russe entretient une ambiguïté stratégique sur le positionnement de ses lignes rouges, comme il l'a reconnu dans son discours à la nation d'avril 2021. Alors si la prise de risque est aujourd'hui nécessaire, elle n'est pas suffisante.

Deuxièmement et simultanément, il faut donc créer les conditions d'une sortie de crise en maintenant ouverte la voie diplomatique. La paix ne peut ni ne doit être abandonnée et le couple franco-allemand, en particulier, doit veiller à ce que les canaux de communication demeurent ouverts et à ce que les options proposées soient créatives. On voit mal Vladimir Poutine résister jusqu'en 2036 à l'effort de guerre qui pèse sur la Russie. Il pourrait un jour se résoudre à sauver la face, sinon sa tête, et se souvenir que Nikita Khrouchtchev fut rapidement chassé à la suite de la crise de Cuba. A cette fin, les sanctions doivent rester ciblées, graduelles et pour certaines réversibles. Vladimir Poutine commence à comprendre quel sera le coût de son aventurisme militaire en Ukraine. Mais s'il ne voit aucun avantage à faire marche arrière, c'est la fuite en avant assurée, avec des conséquences catastrophiques pour l'Europe. ■

Julian Fernandez est directeur du Centre Thucydide de l'université Paris-Panthéon-Assas ; **Jean-Baptiste Jeangène Vilmer** est directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Ils ont publié *Les Opérations extérieures de la France* (CNRS Editions, 2020). Ils s'expriment ici en leur nom propre.

DES ÉTATS PEUVENT FOURNIR DES IMAGES PERMETTANT DE CONTRER LA DÉSINFORMATION RUSSE EN UKRAINE, EN EUROPE, MAIS SURTOUT EN RUSSIE

Nous, citoyens russes vivant en France, nous opposons fermement à l'extension du régime de Vladimir Poutine

Un collectif d'intellectuels et de militants russes pour la paix résidant sur le territoire français affirme son opposition à la guerre en Ukraine. Il appelle à la destitution du président de la Fédération de Russie

Le matin du 24 février, notre monde s'est effondré. Depuis, nous, Russes établis en France, vivons au rythme des atrocités et exactions commises en notre nom par l'armée russe en Ukraine. Notre colère est sans limites, autant que notre désarroi. Cette tragédie du peuple ukrainien auquel nous avons toujours été attachés par des liens si intimes et forts touche chacun d'entre nous. Endosser le rôle d'ennemi est pour nous inconcevable. Nous sommes prêts à assumer la responsabilité historique que portera désormais la Russie. Toutefois, nous refusons de nous reclure dans une culpabilité paralysante. Nous avons le devoir d'agir et c'est en tant que citoyens de la Fédération de Russie vivant en France que nous nous engageons contre la guerre en Ukraine.

Beaucoup d'entre nous sont nés après la chute du Mur, quand l'espoir de la liberté résonnait fort en Russie. Malheureusement, notre pays n'a pas tenu l'épreuve de la démocratie. L'arrivée au pouvoir de Poutine a marqué le retour d'une idéologie impérialiste et nationaliste reposant sur l'instrumentalisation et le détourne-

ment de l'histoire de notre pays, notamment celle de la seconde guerre mondiale. Ce discours, qui a remplacé petit à petit tout débat public en Russie, n'a jamais été le nôtre. Cependant, nous sommes tous en partie responsables de la longévité du régime de Poutine et nous nous opposons fermement à son extension, qui met en péril l'avenir démocratique des nations voisines.

Dictature agonisante

La Russie vit, en ce moment, une vague de répression inédite. Depuis le début de la guerre, les derniers médias dissidents ont été interdits et supprimés par le pouvoir. Le gouvernement instaure une censure totale, bloque l'accès à Facebook, à Twitter et à toutes les sources d'information alternatives. Toute personne diffusant des informations divergentes de la version officielle est passible de poursuites pénales, allant jusqu'à quinze ans de prison. L'existence d'une guerre est niée, l'emploi même du mot « guerre » est interdit. Les ONG, les défenseurs des droits humains, les opposants politiques subissent des perquisitions et arrestations préventives. Même les formes les

NOUS EXPRIMONS NOTRE SOLIDARITÉ TOTALE AVEC TOUS CEUX QUI SE BATTENT EN CE MOMENT CONTRE L'INVASION DE L'UKRAINE

plus inoffensives de protestation contre la guerre sont considérées comme des actes extrémistes, tandis que toute forme d'aide à l'Ukraine est qualifiée de haute trahison. En voyant notre pays plonger dans la terreur, nous demandons à la communauté internationale de ne pas abandonner la société civile russe, désarmée et isolée, face aux horreurs d'une dictature agonisante.

Les appétits de cette dictature ne se limitent pas à la Russie : aujourd'hui, le régime poutinien menace l'Europe entière. De longue date il y poursuit, jusqu'à l'assassinat, ses ennemis politiques, œuvre à la déstabilisation des démocraties occidentales, parraine des mouvements d'extrême droite et conduit une guerre de l'information. Le capital russe recrute des anciens chefs de gouvernement européens pour gagner du poids sur la scène économique et politique internationale. Des oligarques de poche, des agents d'influence et des établissements à vocation prétendument culturelle promeuvent ouvertement les intérêts du Kremlin. En ce temps de guerre, certains d'entre eux, tel le Centre spirituel et culturel ortho-

doxe russe à Paris, véhiculent les discours haineux de la propagande poutinienne visant à déshumaniser le peuple ukrainien et à justifier la guerre par des arguments aussi fallacieux qu'absurdes. Nous ne pouvons pas tolérer qu'une telle position soit diffusée au nom de la culture russe. Nous exigeons la fermeture définitive de ces antennes du régime poutinien qui ne représentent aucunement la Russie.

Nous appelons tous les Russes vivant en France, en Europe et dans le monde entier à se rassembler dans un mouvement citoyen, qui aura pour but la cessation immédiate de la guerre en Ukraine, la destitution du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et la reconstruction démocratique de notre pays. Nous exigeons également l'ouverture d'un procès à la Cour internationale de justice contre tous les responsables des crimes de guerre commis en Ukraine. Nous exprimons notre solidarité totale avec tous ceux qui se battent en ce moment contre l'invasion de l'Ukraine. La manie impérialiste de Poutine est inguérissable. Il est grand temps d'y mettre fin. ■

Premiers signataires : **Boris Akounine**, écrivain ; **Sergei Guriev**, professeur en économie, Sciences Po Paris ; **Nicolai Kobliakov**, président de l'association Russie Libertés ; **Sergey Kuznetsov**, écrivain ; **Kirill Pisarev**, commissaire d'exposition et membre du Mouvement russe antiguerre ; **Tania Rakhmanova**, réalisatrice ; **Elena Servettaz**, journaliste ; **Maria Sorokina**, chercheuse en histoire médiévale, membre du Mouvement russe antiguerre ; **Ekaterina Zhuravskaya**, directrice d'études, EHESS. Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)